

RÉSOLUTION

Berne, le 3 novembre 2017

ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉ(E)S DE L'USS DU 3 NOVEMBRE 2017

NON À UNE CONCURRENCE ABSURDE ET DESTRUCTRICE

En Suisse, les déplacements en train sont rapides, fiables, sûrs et respectueux de l'environnement. Un modèle de réussite, d'une valeur inestimable pour notre économie et l'ensemble de la population. Un système de transport unique, étroitement synchronisé, bien engrené, que tous les pays européens nous envient. Sa base : la coopération et une répartition des tâches claire entre les compagnies de chemin de fer. Ce qui repose aussi sur la planification du trafic grandes lignes par un seul acteur. C'est la seule garantie pour pouvoir piloter et coordonner sans accroc des processus complexes. Prétendre que le trafic grandes lignes serait plus efficace avec de la concurrence et plus convivial pour les client(e)s, c'est méconnaître les réalités ou être furieusement déterminé à mettre en jeu l'existence d'un système qui fonctionne. Cela, au grand dommage des usagers et usagères du rail, au grand dommage de notre économie, mais aussi au grand dommage des compagnies de chemin de fer qui seraient propulsées dans cette concurrence.

Le réseau ferroviaire suisse est extrêmement surchargé, le trafic grandes lignes est bénéficiaire. Des bénéfices directement réinvestis dans le trafic ferroviaire. Toutes les expériences faites à l'étranger montrent que, dans le système ferroviaire, la concurrence cause d'énormes coûts supplémentaires et entraîne une perte de qualité. Les investissements dans le trafic ferroviaire, dans l'entretien et l'aménagement de l'infrastructure, dans le matériel roulant et les constructions sont réalisés dans la perspective du long terme. Et ne l'oublions pas : nous sommes redevables de la qualité du service public et de la sécurité du trafic ferroviaire à un personnel bien formé, éprouvé et motivé, ceci grâce aux efforts en faveur de la formation de base et continue de ce personnel. Monter les compagnies de chemin de fer les unes contre les autres, cela signifie également mettre en danger les conditions de travail et d'embauche du personnel. Et qui payera la facture lorsque le trafic grandes lignes ne pourra plus être exploité de manière rentable par les CFF ? Les client(e)s du rail ? Les contribuables ? La Confédération ?

L'Office fédéral des transports (OFT) préconise la concurrence, dépassant par-là très clairement ses compétences. Et il veut en plus autoriser les autocars grandes lignes dans le transport de passagers à l'intérieur de la Suisse. Le rail doit-il être concurrencé par ces bas prix ? Leur personnel doit-il recevoir des salaires de misère et se voir imposer de mauvaises conditions de travail ? Non. Nous combattons vigoureusement cette dégradation du système suisse de transport. La politique des transports a une très grande portée pour l'ensemble de l'économie et seul le législateur est légitimé pour poser les jalons, pas l'Administration. La mobilité est un droit pour tout le monde. Mais pour une mobilité à bas prix, qui mise sur une concurrence dévastatrice, le coût serait bien trop élevé pour tous et toutes.

Nous disons NON à la concurrence dans le trafic grandes lignes. Nous demandons au Conseil fédéral et à l'OFT de se revendiquer du modèle de réussite qu'est le rail intégré. Il y a trois ans, le peuple s'est clairement prononcé pour l'avenir du trafic ferroviaire en acceptant le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF). Nous attendons du Conseil fédéral et de l'Administration qu'ils s'orientent sur cette décision démocratiquement légitimée.